

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 224 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 28 AVRIL 1976

UN TEST

En février dernier, commentant le XXII^e congrès du Parti Communiste, je posais deux questions qui incluaient deux critiques de fond au Parti tel qu'il se présente aujourd'hui :

- Le P.C. allait-il faire campagne pour l'indépendance en refusant à notre nation la force de dissuasion ?
- Le P.C. allait-il s'enfermer dans un modèle de société trop pauvre pour être à la mesure de notre temps ?

M. Marchais mettra beaucoup de temps à répondre à la seconde question : on conçoit que la lutte électorale qui s'engage et les rapports de force à l'intérieur d'une majorité de gauche le préoccupent plus que tout. Mais la réponse à la première question pouvait être rapide et nous en faisons un test de la réalité d'un souci patriotique affirmé à grand bruit.

Et voici que ce test commence à devenir positif. Sans doute convient-il d'être prudent. Plus prudent que notre confrère *Le Point* qui affirme cette semaine que " *le P.C. accepte la force de frappe*". Mais pourtant on voit clairement l'amorce d'un tournant. Le jeudi 8 avril, devant le " Comité consultatif scientifique pour les Etudes de défense " (le lieu - officiel - n'est pas sans importance), M. Louis Baillot, député communiste de Paris, a déclaré que " *l'arme atomique peut être considérée comme un élément d'indépendance politique*". Le ton est prudent et la phrase est assortie de considérations restrictives quant aux "missions" de la force nucléaire. La déclaration est cependant importante, d'autant plus qu'elle émane d'un membre du Comité Central du P.C.F.. Il s'agit donc d'un geste d'une portée calculée, annonçant manifestement un changement radical de l'attitude communiste. Certains s'empresseront de dénoncer un pur calcul tactique. Ce n'est pas impossible. On peut se demander la raison d'une aussi belle certitude, énoncée chaque fois que le P.C.F. change d'idée ou de position. Mais la démonstration ne vient jamais, à moins qu'on appelle ainsi la suite habituelle des affirmations gratuites sur l'existence d'un "complot" communiste assortie des rituelles citations de Lénine. Encore une fois, je ne nie pas de telles éventualités. Mais je suis bien obligé de mesurer leur faible poids face à la lente, mais constante évolution du P.C.F. en matière de défense et devant la cohérence de l'évolution du Parti sur une longue période. Qu'on le veuille ou non, en dix ou quinze ans, les "calculs tactiques" deviennent des choix stratégiques et les "mensonges des dirigeants" des convictions enracinées chez les militants.

.....

Je sais bien que les meilleures démonstrations ne feraient pas démordre la droite de ses schémas . C'est que l'anticommunisme est la seule raison de lutte et le seul atout sur le plan électoral. Elle continuera donc de dénoncer le P.C.F. comme une organisation de subversion sociale et de révolution politique. Mais en reprenant ces slogans, les électeurs ont-ils pris garde que cet anticommunisme grossier confortait le Parti dans son identité et rassurait (ou comme on dit "sécurisait") ses militants ?

Car tel est le paradoxe de l'anticommunisme de droite : en dénonçant le "danger communiste", il renforce la "crédibilité" du P.C. au yeux de ses électeurs, en le présentant comme une force réellement capable de changement en profondeur. De même en insistant sur son caractère "révolutionnaire", il donne un semblant de consistance à la vieille phraséologie encore en usage, justifiant par là les dirigeants et renforçant le dévouement de ses militants. Celà pour l'électorat et la société communistes. Quant à l'électeur de gauche, l'anticommuniste primaire ne parvient plus à lui faire peur, tant ses postulats sont en contradiction avec l'observation la plus élémentaire.

Donc l'anticommunisme est un piège. Ce qui ne signifie pas que tous ceux qui le dénoncent soient des philo ou des crypto-communistes. Il s'agit simplement de faire des analyses rigoureuses, de poser les vraies questions et de formuler les vraies critiques - celles justement qui ne sont pas bonnes à entendre.

1°) Le P.C.F. est-il décidé à abandonner sa politique démagogique et incohérente en matière de défense ? La réponse est oui, sans doute.

2°) Le P.C.F. est-il en train de conquérir son indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. ? La réponse est oui, peut-être, même s'il s'agit en ce moment de tactique, tant les signes se multiplient depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie.

3°) La "contre société" bureaucratique et totalitaire est-elle en cours de transformation. Il n'y a pas de réponse, faute d'une connaissance interne de l'appareil.

4°) Le P.C.F. est-il en mesure de développer un véritable projet révolutionnaire. La réponse est non : son modèle théorique est inexistant, son programme est pauvre, sa pratique est ouvertement réformiste depuis de nombreuses années.

5°) Le P.C.F. est-il en mesure de confisquer le pouvoir ? Il ne peut y avoir de réponse absolue. Mais on peut avancer que ses chances sont faibles en raison du poids du Parti Socialiste, du risque de réaction violente et des intérêts des impérialismes. Car les américains ne laisseront pas faire et rien ne dit que les soviétiques se réjouiraient d'un communisme "libéral", dangereusement fascinant pour leurs propres alliés. Nous en reparlerons.

Bertrand RENOUVIN

LA MAIN DANS LE SAC

Tous les arguments - même les plus malhonnêtes - sont bons pour Mme. Alice Saunier-Seïté quand il s'agit de discréditer le mouvement de révolte des étudiants. Au cours de l'émission "C'est à dire" du 21 avril elle n'a pas hésité à faire état d'une pétition signée de 3500 élèves d'Amiens en faveur de la reprise des cours. Il s'agit en fait d'une pétition de 2000 habitants d'Amiens. Le Conseil d'Université de cette ville a dénoncé dans des termes vigoureux cette "falsification délibérée".

Ce n'est pas beau de mentir Madame la Secrétaire d'Etat !

FOLKLORE

Samedi 24 Avril, les giscardiens ont organisé 3000 carrefours au domicile de militants de pointe du libéralisme avancé. Qu'est ce à dire ? Bien, selon le Quotidien de Paris les libéraux avancés du 8^e arrondissement s'indignent de l'indemnisation du chômage à 90 % et la pléthore d'étudiants. Ils estiment que la sécurité est "nécessaire mais non indispensable" propos contradictoire qui prouve que le brave jeune-homme-tiré-à-quatre-épingles qui l'a tenu ne connaît pas le sens des mots qu'il emploie. Et ensuite selon toute vraisemblance Marie-Chantal a servi les whiskys.

LE MAIRE DU PALAIS S'ORGANISE

Pendant que les jeunes dandys giscardiens babillent, Chirac, lui, ne perd pas son temps. Au conseil national de l'U.D.R. il a fait élire comme secrétaire général Yves Guéna : Guéna est à la fois son homme-lige et un familier de Debré et de Chaban. Celui-ci a d'ailleurs mis fin à sa bouderie en participant pour la première fois depuis seize mois au conseil national. Et Chirac sûr de lui et dominateur s'est fait vigoureusement applaudir alors que le nom du chef de l'Etat ne soulevait guère d'enthousiasme. Bref l'U.D.R. a dorénavant son champion pour la succession déjà ouverte de l'hôte vénéral de l'Elysée. Il reste à savoir si cela suffira à barrer la route à la gauche.

ITALIE : L'OMBRE DE L'ANTILOPE

"Antelope Cobbler" est le nom de code d'un ancien Président du Conseil italien qui a touché des pots-de-vin en 1967-1968 de la Lockheed. Qui est ce président ? Après recoupements ce ne peut être que M.Moro actuel président du Conseil, M.Rumor actuel ministre des Affaires étrangères ou M.Leone ... président de la République. La pourriture de la Démocratie chrétienne italienne vaut décidément largement celle des notables radicaux, socialistes ou U.D.R. français et la démocratie dite représentative donne partout les mêmes effets. Dans l'immédiat ce nouveau scandale pourrait bien accélérer la débâcle des gouvernementaux aux toutes prochaines élections législatives d'Italie.

EMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT -

§ La revue L'APPEL passera en "tribune libre" sur FR 3 le vendredi 14 mai à 19h40. Notre ami Pierre Boutang est "programmé" toujours en tribune libre sur FR 3 le 31 mai à 19h 40. Deux émissions à ne pas manquer.

§ La Fédération Royaliste de Bretagne demande de l'aide pour ses activités d'été. Tous les nacistes en vacances dans la région en Juillet-Août sont invités à prendre contact pour cela immédiatement avec Jean-Paul Bourdeau, 13 rue de Chateaudun, 35000 Rennes. tel. : (99) 36 59 40.

§ AVIS A NOS ABONNES - La N.A.F. vient d'avoir 5 ans. Arrivent donc très prochainement à échéance les abonnements de nos lecteurs de la première heure. Ils nous épargneraient des frais postaux importants s'ils renouvelaient spontanément leur abonnement sans attendre notre lettre de rappel. Merci.

§ DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS - La direction administration souhaite qu'on lui communique les noms et adresses des bibliothèques publiques qui ont une table de presse. D'autre part elle voudrait prendre contact avec tous les lecteurs de la N.A.F. qui travaillent ou ont leurs "entrées" dans le service "publicité" d'un journal même d'importance modeste.

§ VIENT DE PARAÎTRE - N.A.F. cinq ans de combat. A l'occasion de notre 5^e anniversaire, voici un livre utile. Comme dans tout recueil d'articles, le choix des textes est forcément incomplet, mais il est le reflet des grandes étapes, des campagnes importantes, des prises de position de la N.A.F. au cours de ces cinq années. A nos nouveaux lecteurs il fera mieux comprendre ce que nous sommes, aux plus anciens il rappellera utilement une partie de notre histoire.
Prix de vente : 29 F (franco 32 F) - 3 ex. franco 83 F - 5 ex. franco 125 F.

DONNEES

EVOLUTION DU PARTI COMMUNISTE

1964 - 1976

Janvier 1964 : reconnaissance par Waldeck-Rochet de la "pluralité des partis démocratiques".

Mars 1964 : "Reconnaissance de la pluralité des partis" (Waldeck-Rochet).

11 Juillet 1964 : mort de Maurice Thorez.

1965 : Présidentielles : soutien du P.C. à François Mitterrand.

16 mars 1966 : Waldeck-Rochet écrit dans *L'Humanité* que la "loi de la majorité doit être appliquée à tous".

20 décembre 1966 : Accord électoral P.C. - F.G.D.S. en vue des législatives.

5-9 janvier 1967 : XVII^e Congrès : durcissement de la position de Waldeck-Rochet sur la question de la dictature du prolétariat. Réaffirmation du "rôle propre de la classe ouvrière" ... "L'animatrice et la dirigeante naturelle de toutes les forces en lutte pour la démocratie et le socialisme".

Mars 1967 : Echec de la gauche aux législatives (P.C. : 5 035 120 voix).

24 février 1968 : signature d'une "plateforme commune" P.C. - F.G.D.S. exposant les solutions communes, les points d'accord et les divergences entre les deux formations.

Mai 1968 : Condamnation du gauchisme. Manifestation du 13 mai. Accords de Grenelle : " Mai éclaire le drame du P.C.F. : il est trop faible pour prendre le pouvoir seul, trop fort pour que ses alliés osent le prendre avec lui" (Jean Poperen).

Juin 1968 : Elections législatives. P.C. : 4 434 832 voix.

22 Aout 1968 : Le Comité Central du P.C. "désapprouve l'intervention militaire en Tchécoslovaquie" et exalte les "liens d'amitié fraternelle entre le P.C. et l'U.R.S.S..

27 Aout : Le Bureau politique blâme Roger Garaudy qui dénonçait la "rechute" de l'U.R.S.S. dans le "stalinisme".

6 Décembre 1968 : manifeste de Champigny qui insiste sur le caractère "déterminant" de la "lutte des masses populaires" pour construire la "démocratie avancée", tout en reconnaissant le pluralisme des partis. L'édification du socialisme est liée à la capacité du P.C. à jouer le rôle d'avant garde de la classe ouvrière.

Présidentielles de 1969 : Jacques Duclos obtient 21,27 % des voix.

22 Décembre 1970 : publication d'un "bilan" entre le P.C. et le P.S. qui expose les accords et les désaccords des deux formations. Le P.C. y définit le pouvoir socialiste comme "le pouvoir de la classe ouvrière et des autres couches de la population laborieuse".

Décembre 1970 : XIX^e Congrès. Exclusion de Roger Garaudy. Georges Marchais devient Secrétaire général adjoint, remplaçant Waldeck-Rochet malade.

9 octobre 1971 : le P.C. publie son programme, dans lequel il réclame un "gouvernement d'union populaire dans lequel notre parti aura la place qui lui revient".

27 juin 1972 : Signature du Programme Commun.

Mars 1973 : Elections législatives. P.C. : 5 156 000 voix.

Hiver 1974-75 : crise entre le P.C. et le P.S..

Février 1976 : XXII^e congrès. Abandon de la dictature du prolétariat. Georges Marchais déclare que "tout ce qui est national est nôtre".

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :

Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris